



**PRÉFET  
DES HAUTS-  
DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Nanterre, le 12 octobre 2021

**INSTALLATIONS CLASSÉES**

**Affaire suivie par :** Ivan BOURIOT  
**Courriel :** ivan.bouriot@developpement-durable.gouv.fr  
**Tél. :** 01 56 38 02 62 – **Fax :** 01 46 95 15 01

**Dossier :** 31434  
**N° S3IC :** 74-5059  
**Affaire :** Réexamen IED

**Objet :**  
**Dossier de réexamen IED**  
  
**Exploitant concerné :**  
**Panzani**

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES**

ÉTABLISSEMENT	
Raison sociale	Panzani SIRET : 961 503 422 00027
Adresse de l'établissement	29-31, rue Lavoisier - BP 308 - 92000 Nanterre
Activité	Fabrication de pâtes alimentaires
Régime	A - IED

**1 PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

Classement ICPE :  
3642-2 [A] : 350 t/j  
2220-1 [E] : 350 t/j  
1510-3 [DC] : 28 000 m<sup>3</sup> de produits emballés  
1530-3 [D] : 5 630 m<sup>3</sup> d'emballages  
2910-A2 [DC] : Chaudières 8 625 kW  
2925 [D] : 64 kW

Réglementation applicable :  
AP du 20/03/2000  
AP du 24/07/2007  
APC du 29/06/2010 : mis à jour du classement  
APC du 20/05/2011 : VLE Eaux résiduaires  
APC du 21/02/2012 : RSDE  
APC du 07/02/2013 : VLE Bruit

Site IED  
Site en zone inondable

**Contacts :**  
Mme Sandra Le Guillou – Responsable QHSE  
courriel : sleguillou@panzani.fr  
Tel : 01 41 37 19 97  
Mobile : 06 07 35 49 50

M. Stéphane GUILLOUX, Directeur d'exploitation  
courriel : sguilloux@panzani.fr  
Tel : 01.41.37.19.60

**Enjeux principaux :**  
Eau

## 2 OBJET DU PRÉSENT RAPPORT

La société Panzani exploite au 29-31, rue Lavoisier à Nanterre une activité de fabrication de pâtes alimentaires relevant de la nomenclature des installations classées. Elle relève également des dispositions de la directive 2010/75/UE du 24/11/10 relative aux émissions industrielles, dite directive IED (Industrial Emissions Directive).

La Commission Européenne a publié le 04/12/19 la décision d'exécution n° 2019/2031 du 12/11/19 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière (BREF FDM). Cette décision d'exécution fixe les meilleures techniques disponibles (MTD) et les niveaux d'émissions associés. Cette publication déclenche le réexamen des prescriptions de l'autorisation des installations prévu à l'article L. 515-28 du code de l'environnement.

Pour transposer les dispositions des conclusions des MTD, le ministère de l'environnement a publié l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED.

Conformément à l'article R. 515-71 du Code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'adresser au préfet, un dossier de réexamen et s'il n'a pas déjà été fourni, un rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines, conformément aux dispositions de l'article R. 515-81 du même code.

Le dossier de réexamen permet de comparer le fonctionnement des installations avec les meilleures techniques disponibles définies dans le document de référence européen.

Ces informations permettent de procéder au réexamen, et au besoin à la réactualisation des prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de l'installation, la mise en conformité des installations devant être réalisée avant le 12/11/23.

Dans ce cadre, la société Panzani a transmis le dossier de réexamen daté du 22 février 2021.

Le présent rapport propose à Monsieur le Préfet les suites qu'il convient de donner à l'issue de l'instruction du dossier de réexamen.

## 3 SITUATION ADMINISTRATIVE

Les installations exploitées par la société Panzani situées au 29-31, rue Lavoisier à Nanterre relèvent du classement selon les rubriques suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité de production
3642-3b	A	Traitement et transformation de matières premières en vue de la fabrication de produits alimentaires ou d'aliments pour animaux 3 -b) Matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, avec une capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour : Supérieure à $300 - (22,5 \times A)$ dans tous les autres cas où « A » est la proportion de matière animale (en pourcentage de masse) dans la quantité entrant dans le calcul de la capacité de production de produits finis.	Fabrication de pâtes alimentaires à base de produits végétaux (semoule, légumes) et animales (œufs)	350 t/j
1510-2c	DC	Stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : c) Supérieur ou égal à 5 000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 50 000 m <sup>3</sup>	Stockage de produits finis emballés	Tonnage max : 8 000 t Volume : 28 000 m <sup>3</sup>
1530-3	D	Dépôts de papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues	Stockage des emballages papiers ou cartons	Volume : 5630 m <sup>3</sup>

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité de production
2910-A-2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel[...] si la puissance thermique nominale est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Deux chaudières au gaz	Puissance : 8,625 MW
2662-2	D	Stockage de polymères : Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>	Emballages plastiques	Volume : 500 m <sup>3</sup>
2925-1	D	Ateliers de charge d'accumulateurs électriques : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Poste de chargement de chariots élévateurs	Puissance : 64 kW

#### 4 SYNTHÈSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN

Le dossier de réexamen comporte les éléments suivants :

**1° Le périmètre IED** : il s'agit de l'installation de traitement et transformation des matières premières en produits alimentaires, ainsi que les installations connexes (chaufferie, stockage, conditionnement, station de prétraitement des eaux résiduaires, soufflage) qui sont reliées à l'activité principale.

#### 2° Le positionnement actuel et à venir pour chaque MTD (dont des estimations des émissions)

Le positionnement de l'exploitant par rapport à l'application des MTD est complet. L'ensemble des MTD qui sont applicables aux installations de traitements et transformations de matières premières en boissons alimentaires ont été étudiées et l'exploitant s'est positionné sur la conformité de son installation par rapport à la décision d'exécution n°2019/2031 du 12/11/19.

L'inspection a relevé les éléments suivants dans l'analyse de conformité :

- Sur l'étude de la conformité à la MTD 1 (Système de management environnemental), l'exploitant ne respecte pas l'exigence de réalisation d'un audit interne. L'exploitant indique qu'il se mettra en conformité dans le délai de 4 ans à compter de la publication de la décision d'exécution.
- Sur l'étude de la conformité à la MTD 9 (Éviter les émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone et de substances à fort potentiel de réchauffement planétaire), l'exploitant emploie le gaz à effet de serre fluoré (HFC) R 404 A pour l'entretien et la maintenance de la chambre froide. Or, le règlement européen F - Gaz n° 517/2014 du 16/04/14 relatif aux gaz à effet de serre fluorés interdit l'utilisation de ce type de gaz depuis le 01/01/20 pour toute recharge qui nécessite une charge équivalente en CO<sub>2</sub> supérieure à 40 t ce qui est le cas d'après le dossier de réexamen. L'exploitant indique qu'il n'est pas en conformité avec la MTD 9 mais ne précise pas de délai pour la mise en conformité. L'exploitant ajoute qu'il utilise le gaz à effet de serre fluoré R134A pour l'entretien et la maintenance des groupes froids autorisé jusqu'au 01/01/30 sous conditions.
- Sur l'étude de la conformité à la MTD 4 (Surveillance des émissions dans l'eau), l'exploitant indique qu'avec ses auto-contrôles et les contrôles réalisés par la SEVESO, l'installation est contrôlée 11 à 12 fois par an. L'exploitant indique donc être conforme compte tenu de la note (6) de la MTD 4 indiquant que « la surveillance ne s'applique qu'en cas de rejet direct dans une masse d'eau réceptrice ».
- Sur l'étude de la conformité à la MTD 12 (Réduire les émissions dans l'eau), l'exploitant compare les performances de son installation avec les NEA-MTD relatifs aux paramètres Demande Chimique en Oxygène (DCO), Matières En Suspension Totales (MEST), Azote total et Phosphore total. L'exploitant compare la valeur moyenne de ses émissions mesurées sur les années 2017 à 2019 avec la valeur haute des NEA-MTD et conclut à la conformité de son installation :

Paramètres	Rendement SIAAP	Valeur moyenne (mg/l) des contrôles au rejet de Panzani Nanterre (moyenne de 2017 2018 2019)	NEA-MTD (mg/l)	Concentration (mg/l) au rejet de Panzani Nanterre avec prise en compte de l'abattement SIAAP
MES	94,1%	140,5	4 - 50	8,3
DCO	88,8%	677	25 - 100	75,8
NTK	85,9%	26,26	2 - 20	3,7
Phosphore	80,7%	2,65	0,2 - 2	0,51

Enfin, l'exploitant a jugé son installation en conformité avec les BREFS transversaux.

## 5 PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Après examen par l'inspection des installations classées, il apparaît au regard des dispositions réglementaires et du BREF FDM que le dossier de réexamen ne comporte pas les éléments suffisants pour poursuivre l'examen.

L'exploitant ne transmet pas les éléments permettant de répondre formellement au point 2° de l'article R. 515-72 du code de l'environnement. L'inspection des installations classées propose de demander à l'exploitant de compléter son dossier avec ces éléments. L'inspection propose à l'exploitant de confirmer qu'il n'est pas nécessaire de revoir l'arrêté préfectoral en considérant les trois points suivants :

- il existe une pollution causée telle qu'il convient de réviser les valeurs limites d'émission fixées dans l'arrêté d'autorisation ou d'inclure de nouvelles valeurs limites d'émission
- la sécurité de l'exploitation requiert le recours à d'autres techniques
- il est nécessaire de respecter une norme de qualité environnementale, nouvelle ou révisée

Concernant les valeurs limites sur les rejets aqueux, l'exploitant indique être conforme aux NEA-MTD en considérant la moyenne des émissions sur 3 ans. Toutefois, les valeurs limites s'appliqueront sur un pas de temps journalier. L'inspection des installations classées propose d'en informer l'exploitant en donnant l'exemple de la DCO. En considérant un rendement de la STEP d'Achères de 88,8 %, la nouvelle VLE qui s'appliquera en sortie de son installation est de 893 mg/l. Cette VLE s'appliquera à toutes les mesures qu'il réalisera.

Actuellement, les tableaux des résultats du suivi des rejets aqueux en sortie de la station de prétraitement de l'usine montrent que cette valeur en DCO de 893 mg/l est régulièrement dépassée (6 mesures sur 19 en trois ans). L'inspection propose à l'exploitant d'indiquer quelles sont les mesures prévues afin de respecter à tout moment sur son installation, la VLE en DCO de 893 mg/L. L'inspection demande également de faire une analyse similaire pour les paramètres MES, Azote et Phosphore.

Concernant la surveillance des rejets aqueux, l'inspection des installations classées alerte l'exploitant sur le fait qu'il devra mettre en place une surveillance des ions chlorure à une fréquence mensuelle conformément à la MTD 4 et l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 27/02/20.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué ne pas être conforme au règlement européen F-gaz n° 517/2014 du 16/04/14 relatif aux gaz à effet de serre fluorés. L'inspection propose de demander à l'exploitant de substituer le gaz R404A à effet de serre fluoré encore utilisé pour réfrigérer la chambre froide par un gaz qui est en conformité avec le règlement européen. L'utilisation du gaz R404A est interdite pour l'entretien et la maintenance des équipements de froid depuis le 01/01/20 pour toute charge en gaz supérieure à 40 teq CO<sub>2</sub>.

Enfin, contrairement à l'article R. 515-71 du code de l'environnement, l'exploitant n'a pas transmis le rapport de base décrivant l'état du sol et des eaux souterraines conformément aux dispositions de l'article R. 515 - 81 du code de l'environnement et ne justifie pas que son activité n'est pas soumise à la production de ce rapport.

L'inspection des installations classées propose par conséquent de demander à l'exploitant transmettre les éléments permettant de répondre à ces demandes **dans un délai de 4 mois**.

Rédacteur

L'inspecteur de l'environnement,

Vérificateur

L'inspecteur de l'environnement,

Approbateur

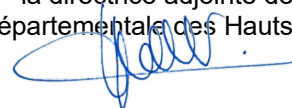
Pour la directrice, par délégation,  
la directrice adjointe de l'unité  
départementale des Hauts-de-Seine



Ivan BOURIOT



Matthieu LAÉ



Nadia HERBELOT